

13	MODIFICATIONS ET EXTENSIONS DE PROJETS
	Toute modification ou extension des projets figurant à l'annexe I <sup>e</sup> ou à l'annexe II, déjà autorisés, réalisés ou en cours de réalisation, qui peut avoir des incidences négatives importantes sur l'environnement (modification ou extension non reprise à l'annexe Ire).
14	PROJETS D'ESSAI
	Projets visés à l'annexe I <sup>e</sup> qui servent exclusivement ou essentiellement à la mise au point et à l'essai de nouvelles méthodes ou produits et qui ne sont pas utilisés pendant plus de deux ans.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement flamand établissant les catégories de projets soumises à l'évaluation des incidences sur l'environnement.

Bruxelles, le 10 décembre 2004.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

Y. LETERME

Le Ministre flamand des Finances et du Budget et de l'Aménagement du Territoire,

D. VAN MECHELEN

Le Ministre flamand des Travaux publics, de l'Energie, de l'Environnement et de la Nature,

K. PEETERS

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2005 — 447

[2005/200296]

**12 NOVEMBRE 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française pris en application, pour l'année 2004, de l'article 18, § 3, du décret du 17 décembre 2003 relatif à l'emploi dans le secteur socioculturel et portant des dispositions diverses**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 17 décembre 2003 relatif à l'emploi dans le secteur socioculturel et portant des dispositions diverses;

Vu l'avis de la Commission consultative des maisons et centres de jeunes du 25 octobre 2004;

Vu l'avis du Conseil de la jeunesse d'expression française du 26 octobre 2004;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'éducation permanente du 13 octobre 2004;

Vu l'avis du Conseil supérieur des bibliothèques publiques du 19 octobre 2004;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel du 16 août 2004;

Vu l'avis de la Commission consultative des centres culturels du 22 septembre 2004;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'Education physique, des Sports et de la vie en plein air du 4 novembre 2004;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 3 juin 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 8 juin 2004

Vu la délibération du Gouvernement du 12 novembre 2004;

Sur proposition du Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse et du Ministre de la Fonction publique et des Sports,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1) "le décret" : le décret du 17 décembre 2003 relatif à l'emploi dans le secteur socioculturel et portant des dispositions diverses;

2) "Accord non marchand" : l'accord non marchand du 29 juin 2000, conclu entre le Gouvernement de la Communauté française et les partenaires sociaux;

3) "le Gouvernement" : le Gouvernement de la Communauté française;

4) "Education permanente" : le secteur d'activités réglementé par le décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'éducation permanente;

5) "Centres culturels" : le secteur d'activités réglementé par le décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des centres culturels;

6) "Centres de jeunes" : le secteur d'activités réglementé par le décret du 20 juillet 2000, déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations;

7) "Organisations de jeunesse" : le secteur d'activités réglementé par le décret du 20 juin 1980 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse;

8) "Lecture publique" : le secteur d'activités réglementé par le décret du 28 février 1978 organisant le Service public de la lecture, modifié par les décrets des 21 octobre 1988, 19 juillet 1991 et 30 novembre 1992, en ce qu'il vise les associations et fondations de droit privé reconnues comme bibliothèques publiques;

9) "Télévisions locales" : le secteur d'activités réglementé par l'article 74 du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion;

10) "Ateliers de production et d'accueil": le secteur d'activités réglementé par l'arrêté de l'Exécutif du 26 juillet 1990 relatif à l'agrément et au subventionnement des ateliers de production et d'accueil en matière de films et de vidéogrammes et par l'arrêté du 23 février 2000 agréant l'A.S.B.L. Atelier de création sonore et radiophonique en qualité de structure d'accueil en matière de création radiophonique;

11) "Fédérations sportives": le secteur d'activités réglementé par le décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française;

12) "Solde annuel à affecter": le montant obtenu en déduisant du montant de la provision arrêtee chaque année pour l'application de l'accord non marchand dans les secteurs définis aux alinéas 4) à 11) le coût de l'application des articles 9, §§ 2 et 3, 14, §§ 1<sup>er</sup> et 2, 15, 16, 17 et 20 du décret;

13) "Réglementation sectorielle": les décrets et arrêtés de la Communauté française relatifs aux secteurs d'activités dont il est fait mention dans le présent article;

14) "le Ministre": le Ministre ayant les secteurs d'activités dont il est fait mention dans le présent article dans ses attributions.

**Art. 2.** Le solde annuel à affecter est liquidé sous la forme de points supplémentaires, tels que visés à l'article 18, § 1<sup>er</sup>, du décret.

Il est réparti, entre les secteurs d'activités visés à l'article 1<sup>er</sup>, alinéas 4) à 11), selon les proportions visées à l'article 18, § 2, alinéa 2 du décret. Conformément à l'article 18, § 2, alinéa 1<sup>er</sup> du décret, cette répartition peut entraîner l'attribution de fractions de points.

**Art. 3.** Pour l'année 2004, le solde annuel à affecter est réparti comme suit par employeur au sein de chacun des secteurs :

§ 1<sup>er</sup>. Pour l'éducation permanente : 59,7 % du solde annuel à affecter sont répartis entre les associations reconnues en vertu de la réglementation sectorielle et ayant la qualité d'employeur, en fonction du nombre d'emplois équivalent temps plein occupés par elles en 2003 dans les liens d'un contrat de travail, tel que visé par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

§ 2. Pour les centres culturels : 14,26 % du solde annuel à affecter sont répartis entre les associations reconnues en vertu de la réglementation sectorielle et ayant la qualité d'employeur, en fonction du nombre d'emplois équivalent temps plein occupés par elles en 2003 dans les liens d'un contrat de travail, tel que visé par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

§ 3. Pour les centres de jeunes : 6,1 % du solde annuel à affecter sont répartis entre les associations reconnues en vertu de la réglementation sectorielle et ayant la qualité d'employeur, en fonction du nombre d'emplois équivalent temps plein occupés par elles en 2003 dans les liens d'un contrat de travail, tel que visé par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

§ 4. Pour les organisations de jeunesse : 10,5 % du solde annuel à affecter sont répartis entre les associations reconnues en vertu de la réglementation sectorielle et ayant la qualité d'employeur, en fonction du nombre d'emplois équivalent temps plein occupés par elles en 2003 dans les liens d'un contrat de travail, tel que visé par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, à l'exclusion des détachés pédagogiques.

§ 5. Pour la lecture publique : 5 % du solde annuel à affecter sont répartis entre les associations reconnues en vertu de la réglementation sectorielle et ayant la qualité d'employeur, en fonction du nombre d'emplois équivalent temps plein occupés par elles en 2003 dans les liens d'un contrat de travail, tel que visé par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

§ 6. Pour les télévisions locales : 2,74 % du solde annuel à affecter sont répartis entre les associations reconnues en vertu de la réglementation sectorielle et ayant la qualité d'employeur, en fonction du nombre d'emplois équivalent temps plein occupés par elles en 2003 dans les liens d'un contrat de travail, tel que visé par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

§ 7. Pour les ateliers de production et d'accueil : 0,8 % du solde annuel à affecter sont répartis entre les associations reconnues en vertu de la réglementation sectorielle et ayant la qualité d'employeur, en fonction du nombre d'emplois équivalent temps plein occupés par elles en 2003 dans les liens d'un contrat de travail, tel que visé par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

§ 8. Pour les fédérations sportives : 0,9 % du solde annuel à affecter sont répartis entre les associations reconnues en vertu de la réglementation sectorielle et ayant la qualité d'employeur, en fonction du nombre d'emplois équivalent temps plein occupés par elles en 2003 dans les liens d'un contrat de travail, tel que visé par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

**Art. 4.** Sont également considérés comme occupés dans les liens d'un contrat de travail, pour l'application du présent arrêté, les travailleurs visés par l'article 69 de la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses, mis à disposition d'une association par un groupement Maribel social créé avant le 31 décembre 2003 pour autant que :

- le travailleur relève du Maribel social du secteur socioculturel;
- le groupement concerné relève de la commission paritaire 329;
- le travailleur soit mis à disposition d'une association reconnue en vertu de la réglementation sectorielle.

**Art. 5.** Les Ministres déterminent les modalités par lesquelles les associations reconnues en vertu de la réglementation sectorielle et ayant la qualité d'employeur déclarent le nombre d'emplois équivalent temps plein qu'elles ont occupé au cours de l'année 2003 dans les liens d'un contrat de travail, tel que visé par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

**Art. 6.** Les subventions visées par le présent arrêté sont justifiées et liquidées conformément à l'article 10 du décret.

**Art. 7.** Le présent arrêté produit ses effets au 1<sup>er</sup> janvier 2004.

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse et le Ministre de la Fonction publique et des Sports sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 novembre 2004.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,  
F. LAANAN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,  
Cl. EERDEKENS

—————  
VERTALING

**MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP**

N. 2005 — 447

[2005/200296]

**12 NOVEMBER 2004. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap genomen ter uitvoering, voor het jaar 2004, van artikel 18, § 3, van het decreet van 17 december 2003 betreffende de werkgelegenheid in de sociaal-culturele sector en houdende diverse bepalingen**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 betreffende de werkgelegenheid in de sociaal-culturele sector en houdende diverse bepalingen;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor jeugdhuizen en -centra van 25 oktober 2004;

Gelet op het advies van de Franstalige jeugdraad van 26 oktober 2004;

Gelet op het advies van de Hoge raad voor permanente opvoeding van 13 oktober 2004;

Gelet op het advies van de Hoge raad voor openbare bibliotheken van 19 oktober 2004;

Gelet op het advies van de Hoge raad voor de audiovisuele sector van 16 augustus 2004;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor culturele centra van 22 september 2004;

Gelet op het advies van de Hoge raad voor lichamelijke opvoeding, Sport en Openluchtlevens van 4 november 2004;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 juni 2004;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 8 juni 2004;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 12 november 2004;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur, van de Audiovisuele Sector en Jeugd en van de Minister van Ambtenarenzaken en Sport,

Besluit :

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit, dient verstaan te worden onder :

1) "het decreet" : het decreet van 17 december 2003 betreffende de werkgelegenheid in de sociaal-culturele sector en houdende diverse bepalingen;

2) "non-profit akkoord" : het non-profit akkoord van 29 juni 2000, gesloten tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de sociale partners;

3) "de Regering" : de Regering van de Franse Gemeenschap;

4) "permanente opvoeding" : de activiteitensector geregeld door het decreet van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding;

5) "culturele centra" : de activiteitensector geregeld door het decreet van 28 juli 1992 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de culturele centra;

6) "jeugdcentra" : de activiteitensector geregeld door het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en accommodatiecentra, van jongeren informatiecentra en van hun federaties;

7) "jeugdorganisaties" : de activiteitensector geregeld door het decreet van 20 juni 1980 dat de erkenningsvoorwaarden voor het toekennen van toelagen aan jeugdverenigingen bepaalt;

8) "openbare leetuurvoorziening" : de activiteitensector geregeld door het decreet van 28 februari 1978 tot instelling van de Openbare Dienst voor Lectuurvoorziening, gewijzigd bij de decreten van 21 oktober 1988, 19 juli 1991 en 30 november 1992, voor het deel dat betrekking heeft op de privaatrechtelijke verenigingen en stichtingen erkend als openbare bibliotheken;

9) "locale televisies" : de activiteitensector geregeld door artikel 74 van het decreet van 27 februari 2003 over de radio-omroep;

10) "productie- en gastateliers" : de activiteitensector geregeld door het besluit van de Executieve van 26 juli 1990 van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende de erkenning en de betoelaging van de productietelers en de gastateliers voor films en videogrammen en door het besluit van 23 februari 2000 van de Regering van de Franse Gemeenschap tot erkenning van de V.Z.W. "Atelier de création sonore et radiophonique" als onthaalstructuur inzake creatie op radio;

11) "Sportbonden" : de activiteitensector geregeld door het decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap;

12) "het jaarlijks te bestemmen saldo" : het bedrag verkregen door het aftrekken van het bedrag van de provisie bepaald ieder jaar voor de toepassing van het non-profit akkoord in de sectoren bepaald bij de leden 4) tot 11), van de kost van de toepassing van de artikelen 9, §§ 2 en 3, 14, §§ 1 en 2, 15, 16, 17 en 20 van het decreet;

13) "Sectorreglementering" : de decreten en besluiten van de Franse Gemeenschap betreffende de activiteitensectoren waarvan melding wordt gedaan in dit artikel;

14) "de Minister": de Minister tot wiens bevoegdheden de activiteitensectoren waarvan melding in dit artikel behoren.

**Art. 2.** Het jaarlijks te bestemmen saldo wordt vereffend in de vorm van bijkomende punten, zoals bedoeld bij artikel 18, § 1, van het decreet.

Het wordt verdeeld over de activiteitensectoren bedoeld bij artikel 1, leden 4) tot 11), volgens de verhoudingen bepaald bij artikel 18, § 2, tweede lid van het decreet. Overeenkomstig artikel 18, § 2, eerste lid van het decreet, kan deze verdeling de toekenning van puntgedeelten met zich meebrengen.

**Art. 3.** Voor het jaar 2004 wordt het jaarlijks te bestemmen saldo per werkgever binnen elke sector als volgt verdeeld :

§ 1. Voor de permanente opvoeding : 59,7 % van het jaarlijks te bestemmen saldo wordt verdeeld over de verenigingen erkend krachtens de sectorreglementering en die werkgevers zijn, op grond van het aantal betrekkingen voltijdse equivalenten die bij deze bekleed zijn in het kader van een arbeidsovereenkomst, zoals bedoeld bij de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

§ 2. Voor culturele centra : 14,26 % van het jaarlijks te bestemmen saldo wordt verdeeld over de verenigingen erkend krachtens de sectorreglementering en die werkgevers zijn, op grond van het aantal betrekkingen voltijdse equivalenten die bij deze bekleed zijn in het kader van een arbeidsovereenkomst, zoals bedoeld bij de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

§ 3. Voor jeugdcentra : 6,1 % van het jaarlijks te bestemmen saldo wordt verdeeld over de verenigingen erkend krachtens de sectorreglementering en die werkgevers zijn, op grond van het aantal betrekkingen voltijdse equivalenten die bij deze bekleed zijn in het kader van een arbeidsovereenkomst, zoals bedoeld bij de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

§ 4. Voor jeugdorganisaties : 10,5 % van het jaarlijks te bestemmen saldo wordt verdeeld over de verenigingen erkend krachtens de sectorreglementering en die werkgevers zijn, op grond van het aantal betrekkingen voltijdse equivalenten die bij deze bekleed zijn in het kader van een arbeidsovereenkomst, zoals bedoeld bij de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, met uitsluiting van de pedagogische gedetacheerden.

§ 5. Voor de openbare lectuurvoorziening : 5 % van het jaarlijks te bestemmen saldo wordt verdeeld over de verenigingen erkend krachtens de sectorreglementering en die werkgevers zijn, op grond van het aantal betrekkingen voltijdse equivalenten die bij deze bekleed zijn in het kader van een arbeidsovereenkomst, zoals bedoeld bij de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

§ 6. Voor lokale televisies : 2,74 % van het jaarlijks te bestemmen saldo wordt verdeeld over de verenigingen erkend krachtens de sectorreglementering en die werkgevers zijn, op grond van het aantal betrekkingen voltijdse equivalenten die bij deze bekleed zijn in het kader van een arbeidsovereenkomst, zoals bedoeld bij de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

§ 7. Voor productie- en gastateliers : 0,8 % van het jaarlijks te bestemmen saldo wordt verdeeld over de verenigingen erkend krachtens de sectorreglementering en die werkgevers zijn, op grond van het aantal betrekkingen voltijdse equivalenten die bij deze bekleed zijn in het kader van een arbeidsovereenkomst, zoals bedoeld bij de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

§ 8. Voor sportbonden : 0,9 % van het jaarlijks te bestemmen saldo wordt verdeeld over de verenigingen erkend krachtens de sectorreglementering en die werkgevers zijn, op grond van het aantal betrekkingen voltijdse equivalenten die bij deze bekleed zijn in het kader van een arbeidsovereenkomst, zoals bedoeld bij de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

**Art. 4.** Worden ook beschouwd als personen die bekleed zijn met een betrekking in het raam van een arbeidsovereenkomst, de werknemers bedoeld bij artikel 69 van de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen, ter beschikking gesteld van een vereniging door een groepering sociale Maribel opgericht vóór 31 december 2003 voor zover :

de werknemer onder de sociale Maribel ressorteert van de sociaal-culturele sector;

de betrokken groepering onder de paritaire commissie 329 ressorteert;

de werknemer ter beschikking wordt gesteld van een vereniging erkend krachtens de sectorreglementering.

**Art. 5.** De Ministers bepalen de nadere regels voor de aangifte door de verenigingen erkend krachtens de sectorreglementering en die de hoedanigheid van werkgever bekleeden, van het aantal betrekkingen voltijdse equivalenten waarvoor zij zorgden tijdens het jaar 2003 met een arbeidsovereenkomst, zoals bedoeld bij de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

**Art. 6.** De bij dit besluit bedoelde toelagen worden verantwoord en uitbetaald overeenkomstig artikel 10 van het decreet.

**Art. 7.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2004.

De Minister van Cultuur, van de Audiovisuele Sector en Jeugd en de Minister van Ambtenarenzaken en Sport worden belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 november 2004.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,  
F. LAANAN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,  
C. EERDEKENS